

L'ampleur de [la rupture avec le néolibéralisme initiée par l'administration Biden](#) dépendra des batailles en cours à Washington et de la puissance des mobilisations sociales dans le pays. À cela vient s'ajouter, en arrière-plan, le travail de forces qui continueront d'affecter la métamorphose du capitalisme dans ses étapes successives. Dans cet article, Cédric Durand apporte un éclairage documenté sur les contraintes et opportunités structurelles qui tissent la trame de la conjoncture actuelle.

*

Que peut nous dire l'économie politique contemporaine à propos des forces impersonnelles qui affectent la métamorphose du capitalisme ? Situées au-delà de la sphère de la pensée libérale dominante, de récentes contributions théoriques ont tenté de diagnostiquer le moment présent en le situant dans les rythmes du temps long du développement capitaliste. Elles offrent un éclairage nouveau, sinon une clé magique, pour comprendre le changement systémique représenté par la « Bidenomics » (l'économie selon Biden).

De telles forces de changement sont couramment ignorées par les économistes libéraux. L'échange marchand est considéré comme un domaine d'activité auto-centré ; l'intervention collective consciente ne doit pas interférer avec la main invisible ou l'*ordre spontané*. Cependant, cette foi dans l'ajustement auto-équilibré du marché ne peut fournir une théorie générale des changements socio-économiques rapides, ni une explication spécifique de nos turbulences politiques actuelles. Reconnaisant cette limite, *The Economist* a récemment rejeté le modèle de l'équilibre néoclassique et de l'instrumentalisme de Friedman en faveur de [l'économie évolutionniste](#), qui « cherche à expliquer les phénomènes du monde réel comme le résultat d'un processus de changement continu » :

« Le passé informe le présent », déclarait-il. « Les choix économiques sont faits dans des contextes historiques, culturels et institutionnels qui les éclairent ».

Cette intervention signale l'affaiblissement de l'emprise de l'économie néoclassique sur l'ensemble de la profession. Pourtant, le schéma évolutionniste n'en demeure pas moins profondément fidèle à l'idéologie bourgeoise, fondée sur la croyance que *Natura non facit saltum*, « la nature ne fait pas de bonds ». Pour cette école de pensée, l'évolution est toujours progressive. Il peut y avoir des exceptions pragmatiques à cette règle, comme lorsque les néolibéraux adoptent la thérapie de choc pour démanteler les vestiges de l'ordre socialiste « contre-nature » en Europe de l'Est, ou lancent une [révolution](#) contre le modèle social français dans le style d'Emmanuel Macron. Mais ce volontarisme opportuniste s'enracine dans le présupposé des vertus transhistoriques du marché ; il ne s'appuie ni sur une théorie des périodes de l'histoire capitaliste, ni sur une explication de ses tournants au-delà d'arguments ad hoc.

Il y a quarante ans, John Elliott [écrivait](#) dans le *Quarterly Journal of Economics* que, malgré leurs engagements idéologiques opposés, Marx et Schumpeter s'accordaient sur les trois caractéristiques saillantes de la dynamique évolutive du capitalisme :

« Elle vient de l'*intérieur* du système économique et n'est pas simplement une adaptation aux changements exogènes. Elle se produit de manière *discontinue* plutôt que régulière. Elle apporte des changements *qualitatifs* ou « révolutions », qui déplacent fondamentalement les anciens équilibres et créent des conditions

Pierre Dockès a délimité dans son ouvrage monumental, [Le Capitalisme et ses rythmes](#) (2017) « une optique « mutationniste », la mutation affectant non pas un aspect ou un caractère de l'ordre productif, mais le système lui-même : un changement d'état. A partir d'un certain seuil, il y a percolation : le changement quantitatif des éléments se cristallise en un changement qualitatif de l'état du système ».

Pourtant, la question demeure : quel est le moteur de cette percolation, et comment se cristallise-t-elle exactement ? Plus précisément, quelles sont les tendances à long terme qui poussent la mutation actuelle au-delà du néolibéralisme ?

Pour éclairer ces questions, nous pouvons d'abord nous tourner vers la riche tradition intellectuelle dérivée de Schumpeter et de Nikolaï Kondratiev, qui lie le changement technologique à des vagues d'accumulation de capital sur plusieurs décennies. Selon cette tradition, les grappes d'innovation sont déployées pendant la phase d'expansion jusqu'au moment où les voies les plus rentables sont épuisées. Ensuite, une phase dépressive favorise une recherche intensive de nouvelles opportunités commerciales, semant les graines d'une nouvelle phase d'expansion potentielle. Ces changements sont de longues vagues plutôt que des cycles. Si les dépressions sont un résultat inéluctable du développement capitaliste, il n'est en aucun cas inévitable qu'une nouvelle phase d'expansion soit déclenchée.

Selon l'ouvrage d'Ernest Mandel, [Les ondes longues du développement capitaliste](#) (1980), « ce n'est pas l'innovation technologique en soi qui déclenche une nouvelle expansion à long terme. Ce n'est que lorsque cette expansion a déjà commencé que les innovations technologiques peuvent se produire à une échelle massive ». Cela nécessite « à la fois une forte augmentation du taux de profit et un élargissement considérable du marché ». Étant donné que « la manière capitaliste d'assurer la première condition est en conflit avec la manière capitaliste d'assurer la seconde », Mandel affirme que « des changements dans l'environnement social dans lequel le capitalisme opère » doivent intervenir. En somme, si les ralentissements sont endogènes, les reprises nécessitent des « chocs systémiques » exogènes - guerres, contre-révolutions, défaites de la classe ouvrière, découverte de nouvelles ressources - pour permettre à l'accumulation du capital de redémarrer.

Avant sa mort en 1995, Mandel a identifié « l'intégration totale de l'ex-URSS et de la République populaire de Chine dans le marché mondial capitaliste », ainsi qu'une « défaite majeure de la classe ouvrière », comme des conditions préalables à une reprise. Cette analyse s'est partiellement vérifiée : l'expansion des chaînes de valeur mondiales et l'augmentation du taux d'exploitation résultant des politiques néolibérales, ainsi que la disponibilité d'une énorme réserve de main-d'œuvre, ont été les changements décisifs qui ont propulsé la reprise de l'économie mondiale du milieu des années 1990 jusqu'au crash de 2008. Mais en raison de la surcapacité croissante et de l'anémie de la demande, la phase d'expansion complète menée par l'économie numérique ne s'est pas concrétisée.

La théorie de Mandel est rarement mentionnée de nos jours, mais on peut néanmoins retrouver certaines de ses idées dans les travaux influents de Carlotta Perez et Mariana Mazzucato. En outre, dans un [article](#) en date de 2014, intitulé « L'innovation comme politique de croissance : le défi pour l'Europe », elles ont cherché à décrire les conditions d'une reprise économique :

« Les marchés seuls ne peuvent pas nous ramener à la prospérité »

« L'investissement est motivé par l'innovation, et plus précisément par la perception des nouvelles opportunités technologiques. L'investissement privé n'intervient que lorsque ces opportunités sont claires ; l'investissement public doit être orienté vers la création de ces opportunités dans tous les domaines politiques et dans l'ensemble de l'économie ».

Perez et Mazzucato ont tenté de dépasser la dépendance de Mandel à l'égard des « chocs systémiques » en confiant à l'État la responsabilité des facteurs extra-économiques nécessaires au lancement d'une expansion. L'innovation souhaitable devrait être rendue rentable par la politique industrielle – réglementation financière, gestion de la demande, éducation, etc. – tandis que des politiques fiscales, budgétaires et monétaires adéquates devraient doter cet État actif des ressources nécessaires.

Ainsi, les forces du changement peuvent se situer en dehors de la sphère économique. Pour Perez et Mazzucato, les « *problèmes actuels sont structurels* » (lire : endogènes) et remontent à des décennies avant la crise de 2008. Mais, de manière cruciale, elles estiment que les conditions pour les surmonter résident dans l'autonomie de l'élaboration des politiques. La politique peut changer les conditions structurelles. Il s'agit là d'une leçon incontournable du rattrapage chinois dirigé par le Parti communiste, et de la raison fondamentale du [retour en grâce du capitalisme d'État](#).

Si l'on accepte cet argument, il est tentant de le pousser un peu plus loin en explorant les facteurs qui pourraient favoriser le changement institutionnel et recadrer les conditions d'accumulation du capital. Ici, le « double mouvement » de Karl Polanyi vient immédiatement à l'esprit. Dans [La Grande Transformation](#) (1944), il écrit que « *si l'économie du laissez-faire était le produit d'une action délibérée de l'État, les restrictions subséquentes du laissez-faire ont commencé de manière spontanée* ». Si la libéralisation est un projet politique, l'impact destructeur des forces du marché est automatiquement « *arrêté par l'autoprotection réaliste de la société* ». Bien que Polanyi se focalise sur le changement institutionnel plutôt que sur les vagues d'accumulation, son analyse établit un lien incontournable entre les deux.

Une contribution récente de l'école post-keynésienne reprend là où Polanyi s'est arrêté, en proposant une élégante endogénéisation du conflit de classe à caractère institutionnel dans la fluctuation économique à long terme. Ainsi, dans le [modèle](#) de Michalis Nikiforos :

« l'augmentation de la part des bénéficiaires est liée à la domination du marché autorégulateur et conduit inévitablement à une crise. La société se mobilise pour se protéger et il y a un contre-mouvement, qui se manifeste par une augmentation de la part des salaires ».

« Ce contre-mouvement peut également conduire plus tard à une crise qui rendra l'émergence du marché autorégulateur plus attrayante et conduira à un changement dans la direction de la distribution et à une augmentation de la part des bénéficiaires ».

Nikiforos affirme que l'instabilité de la distribution des revenus est due à la dynamique de la lutte des classes : plus une classe a de pouvoir, plus elle a le potentiel de s'approprier

une plus grande part du revenu sociétal. Mais le pouvoir de chaque classe repose à son tour sur « *ses effets potentiels sur les performances macroéconomiques de l'économie* ». Lorsque l'excès de profit commence à nuire à l'économie en général, la pression politique augmente pour un arrangement plus favorable aux salaires. Et vice versa.

Ce cadre permet une interprétation simple de la conjoncture actuelle :

« La crise récente et la stagnation actuelle sont le résultat des arrangements institutionnels néolibéraux, qui ont émergé en réponse à la compression des profits et à la crise des années 1970... La montée soudaine de forces politiques égalitaires qui étaient jusqu'à très récemment en marge du système politique, ou la popularité du livre de Piketty, sont toutes des manifestations de la réaction de la société contre les arrangements institutionnels responsables de la crise et de la stagnation ».

L'accent unidimensionnel mis sur la distribution des revenus est bien sûr une limite du modèle de Nikiforos, mais l'avantage est qu'il fournit un mécanisme explicatif aux deux extrémités de la fluctuation.

Les économistes influencés par la soi-disant école de la régulation ont également tenté d'expliquer la récurrence des « crises structurelles » qui nécessitent une restructuration institutionnelle majeure et produisent un nouvel équilibre des forces de classe. Dans [The Rise and Fall of Neoliberal Capitalism](#), publié en 2015, David Kotz anticipe un mouvement vers une forme plus régulée de capitalisme, définie par un État plus fort influençant et contraignant le marché. Il note que :

« la crise actuelle n'est pas la première mais la troisième crise d'une forme libérale de capitalisme aux États-Unis. Chacune des deux crises précédentes a été suivie d'une forme de capitalisme réglementé. Les grandes entreprises ont joué un rôle important dans le passage à un capitalisme réglementé tant en 1900 qu'à la fin des années 1940, les grands mouvements sociaux créant un contexte qui a conduit les dirigeants des grandes entreprises à soutenir ou à acquiescer à un rôle accru de l'État ».

L'une des forces de l'école de la régulation, héritée de son [ascendant althussérien](#), est que sa théorisation de la succession des régimes d'accumulation ne se limite pas à la dichotomie régulation/ libéralisme. Chaque mode de régulation s'organise sous la contrainte d'une forme institutionnelle spécifique qui pèse sur les autres composantes du système. Cela permet de s'engager sérieusement dans l'évolution qualitative du capitalisme à travers ses étapes successives. Dans ce cadre, la concurrence, la finance, et la relation capital/ travail ont chacun joué un rôle important à différentes périodes historiques. Pour ce qui est de l'avenir, [Robert Boyer](#) considère que la conjoncture actuelle est propice à la production de trois formes potentielles de capitalisme régulé : un biocapitalisme centré sur les activités anthropogénétiques, un capitalisme de plateforme associé à l'essor des grandes entreprises numériques et un capitalisme d'État *néo-dirigiste* lié soit au modèle chinois, soit à ce qu'il appelle le « populisme démocratique ».

Néanmoins, l'inconvénient de l'approche régulationniste se situe dans le fait que les mécanismes spécifiques du changement ont tendance à être négligés. Si les

dysfonctionnements croissants du régime d'accumulation conduisent à une crise structurelle, le processus par lequel un nouveau régime émerge est imprévisible – dépendant des *trouvailles* rationalisées après-coup par les décideurs politiques, les théoriciens et les acteurs sociaux. La fascination pour la capacité du capitalisme à se ressusciter après les crises se fait au prix d'un appauvrissement de l'imagination politique.

La prolongation la plus prometteuse de l'école de la régulation – qui se rapproche de la formulation d'une théorie cohérente du changement institutionnel – se trouve dans [L'illusion du bloc bourgeois](#) de Bruno Amable et Stefano Palombarini, une analyse incisive de la France de Macron. Pour Amable et Palombarini, les dynamiques macroéconomiques, les institutions et les médiations politiques existent comme une totalité. L'architecture institutionnelle de la société découle de la sédimentation historique de compromis macrosociaux qui sont le résultat de processus politiques irréductiblement conflictuels. Ces processus politiques sont eux-mêmes déterminés par la dynamique économique à travers les attentes évolutives des différents groupes sociaux. À la suite de Gramsci, l'approche néoréaliste met clairement l'accent sur l'autonomie de la politique. Les attentes sociales ne sont pas fixées dans une expression brute des intérêts mais procèdent de représentations idéologiques mouvantes qui répondent à une élaboration politique spécifique.

Macron nage à contre-courant international, vers une intensification de la restructuration néolibérale. La théorie d'Amable et Palombarini fournit une interprétation puissante de ce phénomène. La désarticulation progressive du modèle national fortement coordonné, qui s'est déroulée sur quatre décennies de réformes néolibérales incrémentales, a déçu les attentes des classes populaires. Cela a conduit à une désagrégation des blocs traditionnels de droite et de gauche, ouvrant la voie à un mouvement néolibéral bourgeois à part entière et incarné par Macron. Cependant, le manque de soutien populaire pour ce mouvement entrave sa capacité à poursuivre une néolibéralisation radicale. Cela a été démontré avec force par [les Gilets jaunes](#), avant même que la crise de Covid-19 ne rende obsolète la recette du néolibéralisme.

Il y a beaucoup à apprendre de ces diverses itérations – polanyiennes, post-keynésiennes, régulatrices, gramsciennes – de l'approche par étapes historiques : la non-linéarité du changement, la contingence de l'expansion technologique-économique à des cadres institutionnels adéquats, les réactions sociopolitiques des forces destructrices des marchés, et les changements qualitatifs du système provoqués par ses mutations. Ces perspectives nous aident à déchiffrer la conjoncture actuelle et à prévoir ses orientations possibles. Toutefois, nous devons également garder à l'esprit les effets cumulatifs des étapes successives du développement. Les contradictions n'existent pas seulement au sein de chaque phase ; elles s'accumulent également d'une étape à l'autre, lorsque la dynamique d'un régime d'accumulation entre en conflit avec ses prédécesseurs. Le capitalisme, en tant que système, est en train de vieillir.

Avec la globalisation de l'industrie manufacturière, la surcapacité continue de s'accumuler et les solutions spatiales continuent de s'épuiser, rendant la contradiction interne du processus d'accumulation manifeste à un niveau véritablement mondial. Il reste douteux que l'industrialisation des services et sa fragmentation internationale puissent créer des opportunités suffisamment importantes pour absorber cette masse de capital suraccumulé.

Dans le même temps, ce que James O'Connor a décrit comme [la deuxième contradiction](#) du capitalisme est en train de gagner du terrain. Pour O'Connor, l'un des principaux obstacles au développement capitaliste ne se situe pas dans le processus d'accumulation en soi, mais « *entre les relations de production capitalistes (et les forces productives) et les conditions*

de la production capitaliste », en raison de « l'appropriation et l'utilisation économiquement autodestructrices par le capitalisme de la force de travail, de l'infrastructure et de l'espace urbains, et de la nature ou de l'environnement extérieur ». La crise écologique, l'augmentation des prix des soins de santé et de l'éducation, la détérioration des infrastructures physiques – tout cela indique une augmentation des coûts du côté de l'offre qui pourrait entraver davantage le processus d'accumulation. Traiter de ces questions n'est en aucun cas hors de portée de l'action humaine. Mais il serait imprudent de ne pas se demander si, sous la contrainte systémique supplémentaire de la recherche du profit, il ne devient pas impossible de les prendre en charge.

*

Cédric Durand est économiste et enseignant à l'Université de Genève. Il est membre du comité de rédaction de *Contretemps* et auteur de plusieurs ouvrages dont [Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique](#) (Paris, La Découverte, 2020). Cet article est initialement paru sur le site de la [New Left Review](#), et a été traduit de l'anglais pour *Contretemps*.

Illustration : La vague, Gustave Courbet, 1870, Musée des Beaux-Arts de Lyon, Wikimedia commons.